

SOUS-PREFECTURE D'ISTRES

N° 2024-34

Domaine: 1.4

## DECISION DU MAIRE

(Application de l'article L 2122.22 du Code Général  
des Collectivités Territoriales)

### LE MAIRE DE CARRY-LE-ROUET

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L. 2122-21 et L. 2122-22 résultant des dispositions de la loi n° 96.142 du 21 Février 1996, relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n° 2020-112 du 23 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Carry-le-Rouet a délégué, sans aucune réserve, à son Maire et pour la durée du mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes les matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le marché n°2023SG0007 LOT 1, signé le 07 décembre 2023 avec la société Alexandre PENNICA CONSTRUCTION, portant sur le lot n°1 Démolition/Gros œuvre/Charpente, de la réhabilitation et agrandissement du poste de police de la police municipale,

**CONSIDERANT** la suppression de l'article 6.6 du CCTP : lot 1 Démo/Go/Charpente à savoir ; dépose et évacuation de certaines menuiseries et VR suivant localisation dans carnet de détail, est donné à réaliser au lot 3 menuiserie extérieures, y compris tous les travaux de reprise de maçonnerie et calfeutrements.

## D E C I D E

**Article I :** De signer avec la société Alexandre PENNICA CONSTRUCTION, sise 28 avenue du général Salan 13700 Marignane, l'avenant n°1.

**Article II :** Les modifications introduites par le présent avenant font l'objet d'une diminution du montant du marché à hauteur de 1 875,00 € HT. Le Montant du marché après application de l'avenant est de 47 111,00 €HT soit une moins-value de 3,83 %

**Article II :** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article VI :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Cette saisine peut être faite :

- par voie écrite à l'adresse suivante :  
Tribunal Administratif de Marseille  
22/24 rue Breteuil  
13281 MARSEILLE CEDEX 6
- par voie dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telirecours.fr](http://www.telirecours.fr).

Fait à Carry-le-Rouet, le 6 février 2024

Le Maire,  
**René-Francis CARPENTIER**

